Duplicata

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE
DE BETHUNE

PLACE LAMARTINE
62407 BETHUNE CEDEX
TEL : 03.21.68.72.00

R E C E P I S S E D E D E P O T

MC2 PARTENAIRE

IMMEUBLE MENDES FRANCE
BP 1007
62257 HENIN BEAUMONT CEDEX

V/REF : PHT/CAH
N/REF : 9° D 10% / R 1227

LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE BETHUNE CERTIFIE
QU'IL A ETE DEPOSE A LA DATE DU 31/OCT/2001 SOUS LE NUMERO 1227,

CONVERSION EN EUROS
STATUTS MIS A JOUR
P.V. D'ASSEMBLEE DU 11/OCT/2001

REDUCTION DU CAPITAL

CONCERNANT LA SOCIETE
MASSARA
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE
129 RUE SAINT PRY
62400 BETHUNE

N° D'I. DE DEPOT : 400 970 141 (9° D 105)

LE GREFFIER

LE SCEAU CI-DESSUS DE COULEUR BISTRE SIGNIFIE QUE VOUS ÊTES EN PRÉSENCE D'UN ORIGINAL ÉMANANT DU GREFFE

A17 87

BABABA
Société civile immobilière
au capital de 35 000 francs
Siège social : 129, rue Saint Pry
62400 BETHUNE
RCS BETHUNE D 400 970 141

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 11 JUIN 2001

L'an deux mille un, et le onze juin à dix heures, les associés se sont réunis à BRUAY LA BUISSIERE (62700), Centre Commercial CORA, en assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire sur convocation de la gérance.

Sont présents ou représentés :

La Société FLOUVAQUIDE, représentée par Monsieur Michel VAILLANT
représentant cinquante parts en pleine propriété,
ci.....50 parts

Monsieur Paul Emmanuel QUILLIOT,
représentant cinquante parts en pleine propriété,
ci.....50 parts

Monsieur Michel VAILLANT,
représentant cinquante parts en pleine propriété,
ci.....50 parts

Madame Monique DESCHANVRES,
représentant cinquante parts en pleine propriété,
ci.....50 parts

Madame Muriel NORY HOUSSIN,
représentant cinquante parts en pleine propriété,
ci.....50 parts

Monsieur Sébastien FLOUQUET,
représentant cinquante parts en pleine propriété,
ci.....50 parts

Madame Véronique DENOYELLE MIENCE
représentant cinquante parts en pleine propriété,
ci.....50 parts

Total des parts présentes ou représentées : 350 parts en pleine propriété sur les 350 parts composant le capital social.

Tous les associés étant présents ou représentés, l'assemblée générale peut valablement délibérer et, en conséquence, est déclarée régulièrement constituée.

Monsieur Michel VAILLANT préside la séance en qualité de gérant.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :
- le texte des résolutions proposées.
- le rapport d'activité du gérant ;
- les comptes sociaux ;

Il précise que tous les documents prescrits par l'article 41 du décret du 3 juillet 1978 ont été adressés aux associés et tenus à leur disposition au siège social dans les délais prévus par ledit article.

L'assemblée générale sur sa demande lui donne acte de ses déclarations.

Puis le président rappelle que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant :

- Approbation du rapport de la gérance sur l'activité de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2000,
- Examen et approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2000,
- Quitus à la gérance,
- Affectation des résultats.
- Conversion de la valeur nominale des parts et du capital en euros et arrondissement de ces montants au moyen d'une réduction de capital,
- Pouvoirs publicités,
- Questions diverses

Le président donne lecture du rapport de la gérance et ouvre la discussion.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions inscrites à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion de la gérance sur l'activité de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2000 approuve les comptes de cet exercice, tels qu'ils ont été présentés, lesdits comptes se soldant par un bénéfice de 68.908,88 francs.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ce rapport.

En conséquence, elle donne à la gérance quitus entier et sans réserve de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide d'affecter ce bénéfice d'un montant de 68.908,88 francs en totalité au compte Report à Nouveau créditeur.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

La collectivité des associés, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide la conversion de la valeur nominale des parts émises par la société et du capital social en euros, avec arrondissement des montants obtenus à l'euro inférieur.

.../...

Elle constate, par application du taux de conversion officiel :

- que la valeur nominale des 350 parts exprimée en euro et arrondie à l'euro inférieur ressort à 15 euros correspondant à un capital total de 5.250 euros ;
- que le capital social actuel de 35.000 francs converti en euro ressort à 5.335,72 euros ;
- que l'écart résultant de la conversion de la valeur nominale des parts est inférieur au capital converti d'un montant de 85,72 euros, soit 562,29 francs.

En conséquence la collectivité des associés, décide de réduire le capital social d'une somme de 562,29 francs, soit 85,72 euros pour le ramener à 34.437,71 francs, soit un capital de 5.250 euros, par affectation du montant de cette réduction à un compte de réserve indisponible, conformément à l'article 17-I de la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 ; cette réduction de capital étant effectuée par diminution du nominal de chaque part de 100 francs à 98,39 francs, soit 15 euros.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

La collectivité des associés constate la réalisation définitive de la réduction de capital qui précède et la conversion en euros, après arrondissement à l'euro inférieur de la valeur nominale des parts et du capital social et décide, en conséquence, de modifier comme suit l'article 7 des statuts :

ARTICLE 7 : CAPITAL SOCIAL

« Le capital social de la Société est fixé à la somme de CINQ MILLE DEUX CENT CINQUANTE EUROS (5.250 euros).

Il est divisé en 350 parts de 15 euros chacune, numérotées de 1 à 350, entièrement souscrites et libérées, réparties entre les associés comme suit :»

Le reste de l'article est inchangé.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir les formalités de dépôts d'actes et de publicités à la suite des décisions prises ce jour.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

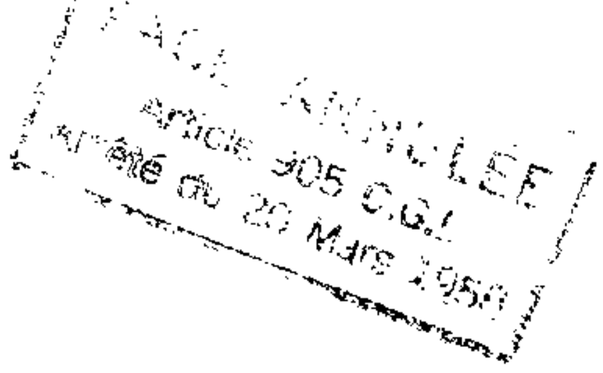
Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le gérant.

Le Gérant
Michel VAILLANT

ENREGISTRE A BETHUNE
10 JUIL. 2001
Le .....
Bordereau 305 N° 11 F° 41
Reçu Gratis

J.M. [illegible]
Receveur Municipal


ARCA ANNULEE
article 205 C.G.I.
Arrêté du 20 Mars 1950

A1787

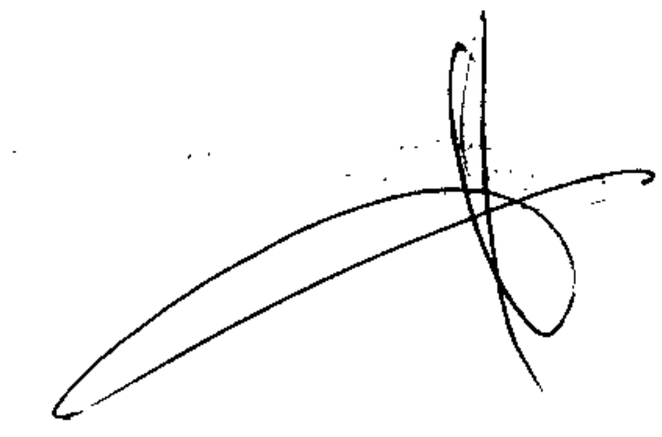
BABABA

Société civile immobilière
au capital de 5.250 euros
Siège social : 129, rue Saint Pry
62400 BETHUNE
RCS BETHUNE D 400 970 141

STATUTS

STATUTS

Mis à jour suite à une délibération de l'assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire en date du 11 juin 2001, et dont la présente copie est certifiée conforme par le Gérant.



BABABA

Société civile

au capital de 5.250 euros

Siège social : 129, rue Saint Pry

62400 BETHUNE

Les soussignés :

Madame Monique HOBART DESCHANVRES

demeurant 742, rue Louis Dussart 62700 BRUAY LA BUISSIERE

née le 12 octobre 1940 à Valenciennes

de nationalité française

veuve

Monsieur Sébastien FLOUQUET

demeurant 2, rue Florent Evrard 62530 HERSIN COUPIGNY

né le 3 septembre 1969 à Béthune

de nationalité française

célibataire, représenté par Monsieur Michel VAILLANT

La société FLOUVAQUIDE

SCI au capital de 20.000 francs

ayant son siège social 43, rue des Martyrs 62232 ANNEZIN

immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le n° D 341 172 682

représentée par Monsieur Michel VAILLANT ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes.

Madame Véronique DENOYELLE MIENCE

demeurant 309, rue du Rhône 62700 BRUAY LA BUISSIERE

née le 13 mai 1961 à Barlin

de nationalité française

mariée

Madame NORY HOUSSIN Muriel

demeurant 47, rue Gustave Delory 59100 ROUBAIX

née le 5 novembre 1958 à Lille

de nationalité française

mariée, représentée par Monsieur Michel VAILLANT

Monsieur Paul Emmanuel QUILLIOT

demeurant 212, rue Jules Guesde 62700 BRUAY LA BUISSIERE

né le 28 janvier 1968 à Auchel

de nationalité française

marié, représenté par Monsieur Jean Pierre QUILLIOT, demeurant à BRUAY LABUISSIERE, rue Jules Guesde, né le 29 mars 1939 à BRUAY EN ARTOIS

Monsieur Michel VAILLANT

demeurant 43, rue des Martyrs 62232 ANNEZIN

né le 26 mars 1944 à Béthune

de nationalité française

marié

ont établi les statuts d'une société civile devant exister entre les propriétaires des parts sociales créées lors de la constitution et en cours de vie sociale.

STATUTS

Article 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société civile régie par les articles 1832 à 1870-1 du code civil et par les articles 1 à 59 du Décret n° 78-704 du 3 juillet 1978, par toutes dispositions légales, ou réglementaires qui modifieraient ces textes et par les présents statuts.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet :

- L'acquisition, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers.

- Toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil.

Article 3 - DENOMINATION SOCIALE

La société prend la dénomination de BABABA.

Cette dénomination qui doit figurer sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doit être précédée ou suivie des mots "Société Civile" et de l'indication du capital social.

Article 4 - DUREE

La durée de la société est fixée à 50 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Article 5 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé 129, rue Saint Pry, BETHUNE (62400)

Il peut être transféré en tout autre endroit par décision collective extraordinaire des associés.

Article 6 - APPORTS

Monsieur Michel VAILLANT apporte à la société
la somme de cinq mille francs, ci 5.000 francs

Monsieur Sébastien FLOUQUET apporte à la société
la somme de cinq mille francs, ci 5.000 francs

Madame Monique HOBART Veuve DESCHANVRES apporte à la société
la somme de cinq mille francs, ci 5.000 francs

La Société FLOUVAQUIDE apporte à la société
la somme de cinq mille francs, ci 5.000 francs

Monsieur Paul Emmanuel QUILLIOT apporte à la société
la somme de cinq mille francs, ci 5.000 francs

Madame Véronique DENOYELLE MIENCE apporte à la société
la somme de cinq mille francs, ci 5.000 francs

Madame NORY HOUSSIN Muriel apporte à la société
la somme de cinq mille francs, ci 5.000 francs

Soit la somme totale de 35.000 francs

Cette somme a été versée dès avant ce jour dans la caisse sociale de la Société, ainsi les associés le reconnaissent.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social de la Société est fixé à la somme de CINQ MILLE DEUX CENT CINQUANTE EUROS (5.250 euros).

Il est divisé en 350 parts de 15 euros chacune, numérotées de 1 à 350, entièrement souscrites et libérées, réparties entre les associés comme suit :

Madame Monique HOBART Veuve DESCHANVRES
à concurrence de cinquante parts, numérotées 1 à 50
en rémunération de son apport, ci 50 parts

Monsieur Sébastien FLOUQUET
à concurrence de cinquante parts, numérotées 51 à 100
en rémunération de son apport, ci 50 parts

La Société FLOUVAQUIDE
à concurrence de cinquante parts, numérotées 101 à 150
en rémunération de son apport, ci 50 parts

Madame Véronique DENOYELLE MIENCE
à concurrence de cinquante parts, numérotées 151 à 200
en rémunération de son apport, ci 50 parts

Madame NORY HOUSSIN Muriel
à concurrence de cinquante parts, numérotées 201 à 250
en rémunération de son apport, ci 50 parts

Monsieur Paul Emmanuel QUILLIOT
à concurrence de cinquante parts, numérotées 251 à 300
en rémunération de son apport, ci 50 parts

Monsieur Michel VAILLANT
à concurrence de cinquante parts, numérotées 301 à 350
en rémunération de son apport, ci 50 parts

Soit au total 350 parts

Article 8 - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL

1° - Le capital social peut, sur décision de l'assemblée générale extraordinaire, être augmenté par la création de parts sociales nouvelles ou par élévation du nominal des parts sociales anciennes, soit au moyen d'apports en numéraire ou en nature, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles des souscripteurs sur la société, soit par incorporation de réserves ou de bénéfices.

2° - De même, le capital peut être réduit, sur décision de l'assemblée générale extraordinaire, au moyen du remboursement, du rachat ou de l'annulation des parts sociales existantes ou de leur échange contre de nouvelles parts sociales d'un montant identique ou inférieur, ayant ou non le même nominal.

Article 9 - REVENDICATION PAR UN CONJOINT EN BIENS DE LA QUALITE D'ASSOCIE

Conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil, le conjoint de tout associé qui revendique lui-même la qualité d'associé sera soumis à l'agrément des associés délibérant aux conditions prévues sous l'article "Cession de parts sociales" pour les cessions à des personnes étrangères à la société, l'associé époux de ce conjoint étant exclu du vote et ses parts n'étant pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Article 10 - DEPOT DE FONDS

La société peut recevoir de ses associés des fonds en dépôt. Les conditions de remboursement de ces fonds, la fixation des intérêts, etc... sont arrêtées, dans chaque cas, par accord entre la gérance et les intéressés.

Article 11 - PARTS SOCIALES

1° - Il ne sera créé aucun titre de parts sociales. Les droits de chaque associé résultent uniquement des présents statuts et des actes modifiant le capital social ou constatant des cessions de parts régulièrement consenties. Une copie ou un extrait desdits actes, certifié par la gérance, pourra être délivré à chacun des associés sur sa demande et à ses frais.

2° - Chaque part sociale donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices, à une fraction proportionnelle au nombre de parts sociales existantes.

3° - Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis d'une part sociale sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés. Sauf convention contraire signifiée à la société, l'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire.

4° - Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part emporte, de plein droit, adhésion aux statuts et aux décisions de l'assemblée générale.

Article 12 - CESSION DES PARTS SOCIALES

1° - La cession des parts sociales est effectuée par acte authentique ou sous seing privé. Toute cession doit, conformément à l'article 1690 du code civil, être signifiée à la société ou acceptée par elle dans un acte authentique. La cession n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et dépôt au registre du commerce et des sociétés de deux copies de l'acte authentique ou de deux originaux de l'acte sous seing privé de cession.

2° - Les parts sociales peuvent être cédées qu'avec l'autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

A l'effet d'obtenir cette autorisation, l'associé cédant en informe la société et chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en indiquant les prénoms, nom, profession, domicile et nationalité du cessionnaire proposé, ainsi que le nombre de parts sociales dont la cession est envisagée.

Dans les 30 jours de cette notification, la gérance doit réunir l'assemblée générale extraordinaire des associés, laquelle statuera, dans les conditions prévues à l'article 23 ci-après, sur l'acceptation ou le refus de la cession proposée. la décision prise n'a pas à être motivée et, en cas de refus, elle ne pourra jamais donner lieu à une réclamation quelconque contre les associés ou contre la société.

La gérance notifie aussitôt le résultat de la consultation à l'associé vendeur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la cession est agréée, elle est régularisée dans le mois de la notification de l'agrément ; à défaut de régularisation dans ce délai, le cessionnaire doit, à nouveau, être soumis à l'agrément des associés dans les conditions susindiquées.

Si l'agrément est refusé, les associés disposent alors d'un délai de trois mois pour se porter acquéreurs desdites parts. En cas de demandes excédant le nombre de parts offertes, il est procédé par la gérance à une répartition des parts entre les demandeurs proportionnellement au nombre de parts détenues par ces derniers et dans la limite de leurs demandes. Si aucun associé ne se porte acquéreur dans le délai prévu, la société peut faire acquérir les parts par un tiers désigné à l'unanimité des associés autres que le cédant ou procéder elle- même au rachat desdites parts en vue de leur annulation, la décision de rachat devant également être prise à l'unanimité des associés autres que le cédant. Le nom du ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, ou l'offre de rachat par la société, ainsi

que le prix offert, sont notifiés au cédant par la gérance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil, le tout sans préjudice du droit du cédant de conserver ses parts.

Si aucune offre d'achat n'est faite au cédant dans un délai de six mois à compter de la notification à la société du projet de cession, l'agrément est réputé acquis à moins que les associés autres que le cédant ne décident, dans le même délai, de prononcer la dissolution anticipée de la société.

Le cédant peut alors faire échec à la décision de dissolution anticipée de la société en notifiant à cette dernière par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans le délai d'un mois à compter de cette décision, qu'il renonce à la cession envisagée.

Article 13 - TRANSMISSION PAR DECES DES PARTS SOCIALES

1° - En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les héritiers, légataires ou conjoint de l'associé décédé étant précisé que sauf en ce qui concerne le conjoint, et les héritiers ayant la qualité d'ascendant ou de descendant de l'associé décédé, tout autre héritier ou légataire des parts sociales du défunt ne pourra devenir associé qu'après agrément des autres associés.

2° - Les héritiers, légataires ou conjoint de l'associé décédé doivent justifier de leur qualité dans les trois mois du décés par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire.

3° - Sauf en ce qui concerne le conjoint, les ascendants ou les descendants de l'associé décédé, qui sont associés de plein droit, l'agrément auquel sont soumis les intéressés doit être donné dans le mois de cette production.

A cet effet dans les huit jours qui suivent cette dernière, la gérance doit adresser à chacun des associés survivants une lettre recommandée avec avis de réception leur faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers et légataires, l'agrément sollicité et rappelant le nombre de parts sociales dont le défunt était propriétaire.

Chaque associé survivant doit, dans les quinze jours qui suivent l'envoi de cette lettre faire connaître par lettre recommandée avec avis de réception s'il rejette l'agrément sollicité et dans l'affirmative le nombre de parts sociales qu'il se propose de racheter.

La décision est prise aux conditions de majorité et quorum requises pour toute décision extraordinaire des associés, abstraction faite des parts sociales du défunt. Cette décision est notifiée dans le délai de six mois, à compter de la survenance du décès aux héritiers et légataires. A défaut ceux- ci sont réputés agréés.

En cas de pluralité d'offres d'associés survivants, ceux-ci sont réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux au jour du décès et dans la limite de leur demande.

Si aucun associé ne se porte acquéreur comme dans les cas où les offres d'achat ne portent pas sur la totalité des parts sociales soumises à l'agrément ou si les

candidats acquéreurs n'acceptent pas la valeur de rachat fixée pour les parts sociales de l'associé décédé la société est tenue de racheter ces parts en vue de leur annulation.

4° - Le prix de rachat des parts sociales de l'associé décédé, par les associés survivants et/ou par la société en vue d'annulation est égal à la valeur réelle des parts sociales au jour du décès.

La valeur réelle des parts est, à défaut d'accord entre les parties déterminée par un expert désigné soit par les parties, soit par ordonnance du président du tribunal de grande instance statuant en la forme du référé et sans recours possible.

Le prix est payable comptant lors de la réalisation des cessions ou de la décision de réduction du capital social, lesquelles doivent intervenir dans le mois de la détermination définitive du prix. Il est stipulé que le ou les acquéreurs auront seuls droit à la totalité des dividendes afférents à l'exercice en cours.

La réalisation des rachats après la détermination définitive du prix de rachat est constatée soit par un seul acte pour tous les associés, soit par autant d'actes qu'il existe d'acquéreurs.

5° - A défaut de réalisation du rachat ou de la réduction du capital social dans le délai d'un an à compter de la survenance du décès, les héritiers ou légataires sont réputés agréés en tant qu'associés de la société..

Article 14 - RESPONSABILITE DES ASSOCIES

1° - Dans ses rapports avec ses coassociés, chacun des associés n'est tenu des dettes et engagements sociaux que dans la proportion du nombre de parts qu'il possède.

2° - Vis à vis des tiers, les associés sont tenus du passif social sur tous leurs biens à proportion de leurs droits sociaux.

Les créanciers de la société ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après mise en demeure adressée à ladite société et restée infructueuse.

Article 15 - DECES - INCAPACITE - RETRAIT D'UN ASSOCIE

1° - La société n'est pas dissoute par le décès d'un ou plusieurs des associés, gérants ou non, et continue avec les survivants et les héritiers et les représentants de l'associé ou des associés décédés.

De même , l'absence, l'incapacité civile, la déconfiture, la liquidation ou le redressement judiciaire ou la faillite personnelle de l'un ou plusieurs de ses associés ne met pas fin à la société et, à moins que l'assemblée générale n'en prononce la dissolution, celle-ci continue entre les autres associés, à charge par eux de rembourser à l'associé absent, frappé d'incapacité ou en état de liquidation ou de redressement judiciaire ou de faillite personnelle ou à son représentant légal ou judiciaire, soit par voie de réduction de capital, soit par voie de rachat, au choix des associés demeurés en société, de la manière et dans les conditions et proportions entre eux qu'ils jugeront convenables, le montant des

parts qu'il pourrait alors posséder d'après leur valeur au jour de l'ouverture du droit de rachat déterminée dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du code civil.

Le montant du remboursement sera payable dans les trois mois du rapport de l'expert chargé de déterminer cette valeur et productif d'intérêts au taux légal à compter du jour de l'évènement ayant donné lieu au droit de rachat.

Les héritiers ainsi que tous les autres représentants des associés absents, décédés ou frappés d'incapacité civile ne peuvent, soit en cours de la société, soit au cours des opérations de liquidation, faire apposer les scellés sur les biens de la société, en demander la licitation, ou le partage, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter exclusivement aux comptes annuels et aux décisions de l'assemblée générale des associés statuant dans les conditions prévues ci-après à l'article "Assemblée générale ordinaire".

La même interdiction s'applique aux créanciers personnels des associés.

2° - Le retrait total ou partiel d'un associé doit être autorisé à l'unanimité de ses coassociés ou par décision de justice pour justes motifs.

L'associé qui se retire n'a droit qu'au remboursement de la valeur de ses parts sociales déterminée, à défaut d'accord amiable, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

Article 16 - REUNION DE TOUTES LES PARTS SOCIALES EN UNE SEULE MAIN

1° - L'appartenance de l'usufruit de toutes les parts sociales à une même personne est sans conséquence sur l'existence de la société.

2° - La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution immédiate de la société. Toutefois, à défaut de régularisation de la situation dans le délai d'un an, tout intéressé peut demander la dissolution judiciaire de la société.

3° - La dissolution de la société devenue unipersonnelle entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Article 17- RETRAIT OU EXCLUSION D'UN ASSOCIE

<u>1) Retrait</u>

Sans préjudice des droits des tiers, tout associé peut se retirer totalement ou partiellement de la Société après autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés.

La demande de retrait doit être présentée à la Société avant le 30 juin de chaque année pour prendre effet le 1er janvier de l'année suivante si la demande est agréée. Le ou les premiers retraits ne pourront prendre effet que le 1er janvier 1996.

Le retrait peut également être autorisé par décision de justice, pour justes motifs.

L'Associé qui se retire a droit au remboursement de la valeur des droits concernés fixée à la date d'effet du retrait sur la base des comptes du dernier exercice écoulé et déterminé, à défaut d'accord amiable entre la Société et le retrayant, par une expertise effectuée dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

A moins qu'elle ne vise expressément l'attribution d'un bien en nature dont son auteur avait fait apport à la Société, la demande de retrait implique offre par le retrayant à ses coassociés de leur céder les parts concernées et ces derniers devront alors notifier leur proposition d'achat à la Société dans les six mois de l'autorisation du retrait.

En cas de pluralité de propositions de rachat, les demandes seront retenues par la gérance.

Jusqu'à l'acceptation du prix, le retrayant et les associés candidats acquéreurs peuvent renoncer au retrait ou à l'acquisition et, en cas d'expertise, ils sont réputés en avoir accepté le résultat s'ils n'ont pas notifié leur refus à la Société dans les 30 jours de la notification à eux faite du rapport de l'expert.

A défaut de renonciation au retrait, les parts du retrayant non acquises par les associés sont obligatoirement rachetées dans les conditions ci-dessus définies par la Société qui donne à cet effet les pouvoirs nécessaires à la gérance pour opérer la réduction de capital et l'annulation des parts qui s'ensuivent.

Le prix sera payable comptant et la régularisation du rachat sera effectuée suivant la procédure prévue à l'article 12 ci-dessus.

Les frais et honoraires d'expertise seront supportés par les parties concernées dans les mêmes proportions et les notifications visées au présent article seront effectuées dans les mêmes formes que celles prévues à l'article 12 qui précède.

2) Exclusion

S'il y a déconfiture, faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire atteignant l'un des associés, il sera alors procédé au rachat par la Société dans les conditions prévues par le I qui précède des parts sociales de l'intéressé, lequel perdra alors la qualité d'associé.

Article 18 - GERANCE

1° - La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants pris parmi les associés ou en dehors d'eux, nommés par décision extraordinaire des associés réunis en assemblée générale et statuant dans les conditions prévues ci-après.

2° - est nommé gérant de la société pour une durée non limitée :

Monsieur Michel VAILLANT demeurant 43, rue des Martyrs, 62232 ANNEZIN

3° - La Gérance dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion des biens et affaires de la société et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. En cas de pluralité de gérants, ceux-ci exercent séparément

ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chacun de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

Toutefois, à titre de règlement intérieur, la gérance ne pourra, sans l'autorisation préalable de l'assemblée générale des associés statuant dans les conditions prévues ci-après à l'article "Assemblée générale extraordinaire" et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers, effectuer l'une des opérations suivantes :

- acheter, vendre, échanger ou apporter tous immeubles, et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers,

- acquérir et céder toute mitoyenneté, stipuler et accepter toutes servitudes,

- contracter tous emprunts pour le compte de la société,

- consentir toutes hypothèques et autres garanties sur les actifs sociaux.

4° - Les fonctions de gérant sont d'une durée indéterminée. Elles cessent par son décès, son incapacité civile, sa déconfiture, la liquidation ou son redressement judiciaire, sa faillite personnelle, sa révocation ou sa démission.

5° - La démission du gérant n'a pas à être motivée mais il doit en informer les associés trois mois au moins à l'avance et par lettre recommandée.

6° - Le gérant est révocable par une décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts.

7° - En cas de vacance de la gérance, la nomination du ou des nouveaux gérants est décidée par l'assemblée générale des associés convoquée par l'associé le plus diligent dans le mois de ladite vacance.

Article 19 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Les décisions excédant les pouvoirs de la Gérance sont prises par les associés et résultent au choix de la gérance, soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation écrite des associés.

En outre, les associés peuvent toujours d'un commun accord, prendre les décisions collectives à l'unanimité par acte sous seing privé ou notarié.

Article 20 - ASSEMBLEES GENERALES

1° - L'assemblée générale représente l'universalité des associés, les décisions par elle prises obligent tous les associés, même les absents, incapables ou dissidents.

2° - Les assemblées générales sont convoquées par la gérance au lieu du siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation. Un ou plusieurs associés représentant au moins 50 % du capital social peuvent par lettre recommandée demander à la gérance la convocation d'une assemblée générale.

3° - Les convocations à l'assemblée générale sont effectuées par lettre recommandée adressée à chaque associé quinze jours au moins avant la réunion. La lettre de convocation indique l'ordre du jour, les modifications aux statuts, s'il

en est proposé, devant être explicitement mentionnées. La convocation peut être verbale, et l'assemblée réunie sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

4° - Chaque associé a le droit d'assister à l'assemblée ou de se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé justifiant de son pouvoir.

5° - L'assemblée générale est présidée par le gérant ou, s'il n'est pas associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales.

6° - Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux et signés par le gérant et le cas échéant, par le Président de séance. S'il n'est pas établi de feuille de présence, les procès-verbaux sont en outre signés par tous les associés présents et par les mandataires.

Article 21 - CONSULTATIONS PAR CORRESPONDANCE

Si elle le juge utile, la gérance peut consulter les associés par correspondance.

Dans ce cas, elle doit adresser à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées accompagné s'il y a lieu de tous renseignements et explications utiles.

Les associés disposent d'un délai de 15 jours à compter de la date de réception de cette lettre pour émettre leur vote par écrit. Cette réponse est adressée au siège social par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci- dessus fixé est considéré comme s'étant abstenu.

Le procès verbal de la consultation est établi par la gérance qui y annexe les votes des associés. Les décisions prises par consultation écrite doivent pour être valables réunir les conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales.

Article 22 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

1° - L'assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois par an à l'effet de prendre connaissance du compte rendu de gestion de la gérance et du rapport écrit sur l'activité de la société au cours de l'exercice écoulé. Elle statue sur cette reddition de compte, approuve ou redresse les comptes et décide l'affectation et la répartition des bénéfices.

2° - Elle délibère sur toutes questions inscrites à l'ordre du jour, qui ne relèvent pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

Les décisions de l'assemblée générale ordinaire doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital.

Article 23 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

1° - L'assemblée générale extraordinaire peut apporter aux statuts toutes modifications qu'elle jugera utiles, sans exception ni réserve.

Elle est notamment compétente pour décider :

- l'augmentation ou la réduction du capital,

- la prorogation ou la dissolution anticipée de la société,

- la transformation de la société ou sa fusion avec d'autres sociétés,

- la modification de la répartition des bénéfices.

2° - Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social. Chaque associé a autant de voix qu'il possède ou représente de parts, tant en son nom personnel que comme mandataire, sans limitation.

Article 24 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société jusqu'au 31 décembre 1995.

Article 25 - COMPTES SOCIAUX

1° - Il est tenu au siège social une comptabilité régulière.

2° - En outre, à la clôture de chaque exercice social, il est dressé par la gérance un inventaire de l'actif et du passif de la société, un bilan, un compte de résultat et une annexe.

Ces documents accompagnés d'un rapport de la gérance sur l'activité de la société doivent être soumis aux associés dans les six mois de la clôture de l'exercice.

Article 26 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

1° - Les produits nets de l'exercice, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif et de toutes provisions pour risques, constituent le bénéfice.

2° - Ce bénéfice est distribué entre les associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux. Toutefois, l'assemblée générale ordinaire peut décider de le mettre en réserve ou de le reporter à nouveau, en tout ou partie.

Article 27 - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

1° - A l'expiration ou en cas de dissolution anticipée de la société, l'assemblée générale extraordinaire nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et la rémunération.

2° - Pendant le cours de la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée générale régulièrement constituée se continuent pour tout ce qui concerne la liquidation ; l'assemblée générale a, notamment, le pouvoir d'approuver les comptes de la liquidation et de donner quitus aux liquidateurs.

3° - Le produit de la réalisation de l'actif sera employé à l'extinction du passif de la société envers les tiers. Les associés seront ensuite remboursés du montant de leurs apports respectifs. Le solde sera réparti entre les associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux.

Article 28 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourront s'élever entre les associés ou entre la société et les associés, relativement aux affaires sociales, pendant le cours de la société et de sa liquidation, seront soumises à la juridiction compétente suivant les règles du droit commun.

Article 29 - PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION

1° - La société jouira de la personnalité morale à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

2° - Les associés donnent tous pouvoirs à Monsieur Michel VAILLANT à l'effet d'accomplir pour le compte de la société les actes suivants :

Négocier l'obtention d'un prêt d'un montant de 450.000 francs auprès de la Banque Nationale de Paris, agence de Béthune, pour le rachat de 63 parts du GIE BBB au capital de 31.440 francs, dont le siège social est à Bruay La Buissière, Centre Commercial CORA, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Béthune sous le numéro C 370 300 030
Se porter caution solidaire au nom et pour le compte de l'ensemble des associés du prêt ci-dessus
A souscrire au nom de la Société au capital social de la société BIBIBI, société civile immobilière en formation, dont le capital sera de 14.690 francs, le siège social à Béthune, 129 rue Saint Pry à hauteur de 500 francs.

L'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés emportera reprise de ces actes et des engagements qui en résulteront par la société, et notamment :

En date du 14 mars 1995 la signature d'une promesse de cession de 63 parts sociales du GIE BBB au capital de 31.440 francs, dont le siège social est à Bruay La Buissière, Centre Commercial CORA, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Béthune sous le numéro C 370 300 030 moyennant le prix de quatre cent cinquante mille francs sous la condition suspensive d'obtention d'un prêt au taux maximum de 9%, ces parts appartenant à Madame Astrid MIKOLACZYK.

Article 30 - PUBLICITE - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à la gérance à l'effet d'accomplir toutes les formalités de publicité prévues par la loi.

Article 31 - APPLICATION DE L'ARTICLE 1832-2 DU CODE CIVIL

Monsieur Jean Pierre QUILLIOT précise que Madame QUILLIOT épouse de Monsieur Paul Emmanuel QUILLIOT, a déclaré avoir été informée à la souscription par son conjoint de parts sociales ci-dessus visées au moyen de fonds dépendant de la communauté de biens existant entre eux et ne pas revendiquer la qualité d'associée.